



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : 008/2025

OBJET DU MARCHE :

**TRANSPORTS SANITAIRES DE PATIENTS EN AMBULANCE ET VSL POUR LE COMPTE
DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM ALSACE**

MARCHE À PROCEDURE ADAPTÉE

Table des matières

ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'UGECAM ALSACE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Forme du marché	4
2.3 Décomposition en lots.....	4
2.4 Parties contractantes	5
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
4.1 Pièces particulières :.....	6
4.2 Pièces générales :	6
ARTICLE 5 - SOUS TRAITANCE.....	6
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	7
6.1 Modalités d'établissement des prix	7
6.2 Révision des prix.....	9
ARTICLE 7 - ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT	9
7.1 Présentation des demandes de paiement	9
7.2 Règlement	10
ARTICLE 8 - PENALITES-RESILIATION	10
8.1 Pénalités	10
8.2 Frais et risques.....	11
8.3 Résiliation	11
ARTICLE 9 - ASSURANCE	12
ARTICLE 10 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	12
ARTICLE 11 - REVUE DE MARCHÉ	13
ARTICLE 12 - COMMUNICATIONS RÉGLEMENTAIRES	13
ARTICLE 13 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES.....	14
ARTICLE 14 - LITIGES.....	14
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS.....	14

ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DE L'UGECAM ALSACE

L'UGECAM Alsace est un organisme privé à but non lucratif, qui gère des établissements sanitaires et médico-sociaux sur les départements du Haut Rhin et du Bas Rhin ces établissements.

Établissement	Adresse	Numéro SIRET
IURC d'Illkirch	10 Avenue Achille Baumann – 67403 ILLKIRCH	42481025700081
IURC de Strasbourg	45 Boulevard Clémenceau - 67082 STRASBOURG	42481025700024
Centre de rééducation fonctionnelle de Schirmeck	32 rue de l'ancien sanatorium - 67130 SCHIRMECK	42481025700032
Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord - Site de Morsbronn	12 Route de Haguenau - 67360 MORSEBRONN-LES- BAINS	42481025700065
Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord - Site de Niederbronn	10 Rue du Maréchal Leclerc - 67110 NIEDERBRONN-LES- BAINS	42481025700057
Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord - Site de Liebfrauenthal	221 Rte de Liebfrauenthal - 67360 GOERSDORF	42481025700214
Résidence de Saâles : - Maison d'accueil spécialisé - EHPAD	9 Route du Centre médical - 67420 SAÂLES	42481025700040
Centre de Réadaptation de Colmar	63 rue de l'Oberharth - 68000 COLMAR	42481025700222
Centre de Rééducation de Lalence	Voie privée - 68460 LUTTERBACH	42481025700156
Résidence et Centre de Rééducation Luppach	Lieu-Dit Luppach - 68480 BOUXWILLER	42481025700099
Hôpital psychiatrique spécialité Le Roggenberg	12 rue brulée - 68130 ALTKIRCH	42481025700164
Centre de rééducation Sainte Anne	Rue Thierernbach - 68500 JUNGHOTZ	42481025700123

Au total ces 12 sites représentent 1 276 lits et place répartis sur les différents services gérés par l'UGECAM dans les domaines suivants SMR, médico-social, psy.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la passation d'un marché ayant pour objet les TRANSPORTS SANITAIRES DE PATIENTS EN AMBULANCE ET VSL POUR LE COMPTE DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM ALSACE.

Le lieu d'exécution des prestations est 67, 68.

2.2 Forme du marché

La procédure de consultation est la procédure adaptée, en application des articles L2123-1, R2124-1 et R2323-4 du code de la commande publique

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire à bons de commandes, selon les articles R2162-2, R2162-4, sans minimum et avec un maximum par lot de :

L'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché, conformément à l'article R2162-5 du CCP.

2.3 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 9 lots :

- LOT 1 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur **les sites de l'IURC (Strasbourg et Illkirch)**
- LOT 2 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur le site de **SCHIRMECK**
- LOT 3 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur **les sites du CERRAN**
- LOT 4 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur le site du **Centre de Réadaptation de COLMAR**
- LOT 5 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur le site de **SAINTE-ANNE**
- LOT 6 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur le site de **LALANCE**
- LOT 7 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur le site du **ROGGENBERG**

- LOT 8 : transport en ambulance (catégorie C) et en VSL/taxi (catégorie D) des patients sur le site du **LUPPACH**
- LOT 9 : transport en ambulance TPRM (catégorie C) des patients sur **les sites de l'IURC (Strasbourg et Illkirch)**

2.4 Parties contractantes

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur général de l'UGECAM Alsace
10 Avenue Achille Baumann
67400 ILLKIRCH**

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la -ou les- personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination. Dans le cas contraire une pénalité sera appliquée.

De plus le ou les titulaires devront fournir une fiche, reprenant les informations suivantes (Annexe 2 à l'AE - CRT) :

- Nom de la société ;
- N° de tel joignable 24h/24 et 7j/7 (non surtaxé et prioritaire) ;
- N° de tel en cas d'indisponibilité du 1^{er} (non surtaxé) ;
- N° de tel d'au moins 2 Responsables en cas d'indisponibilité des 2 premiers numéros.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est prévu pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

À l'issue de la première année d'exécution, le marché pourra être reconduit tacitement par période de 12 mois dans la limite d'une durée totale allant jusqu'au **31 décembre 2028**.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe financière n°1 (Annexe 1 AE – BPU) ;
 - Annexe n° 2 Cadre de Réponses Techniques ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe ;
- Le mémoire technique détaillant les modalités d'exécution des prestations attendues et, de manière générale, tous les documents techniques annexés à l'offre ;
- Les bons de commande.

4.2 Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale
- Les éléments ayant trait aux modalités de calcul du prix des prestations figurant dans la convention nationale des transporteurs sanitaires privés prévue à l'article L. 322-5-2 du code de la sécurité sociale, et publiée au Journal Officiel du 23 mars 2003 et ses annexes n° 1 à 4.

Les conditions générales du titulaire ne sont pas applicables au marché, sauf les dispositions qui seraient plus favorables à l'UGECAM Alsace.

ARTICLE 5 - SOUS TRAITANCE

L'article 12-2 du chapitre 2 du C.C.A.G « Fournitures Courantes et Services » du 30 mars 2021 autorise la sous-traitance des prestations de services.

Le candidat pourra donc sous-traiter une partie de l'exécution du marché.

En tout état de cause, en application des articles R2193-1 à 9 du CCP le sous-traitant et les conditions de son paiement devront faire l'objet d'une acceptation et d'un agrément par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

Le tarif de base de facturation sera celui en vigueur au moment du transport.

Les prix seront unitaires, c'est-à-dire que chaque course sera facturée. La facturation pour les transports en ambulance est exonérée de TVA, article 261-4-3° du code général des impôts (CGI), la facturation des transports en VSL/Taxi est assujettie à la TVA au taux réduit.

Les transports bariatriques seront assujettis à la TVA qui leur est applicable.

Le prix du règlement est un prix ajustable obtenu **en appliquant aux tarifs des transports sanitaires agréés** et aux **tarifs des taxis, un taux de révision ferme** pour toute la durée du marché.

L'offre du candidat devra faire apparaître expressément la révision en pourcentage consentie sur les dits tarifs.

6.1 Modalités d'établissement des prix

Les prix du transport couvrent les charges suivantes :

- La mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés ;
- La fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc.) pour le transport en ambulance, et le respect des règles d'hygiène ;
- La fourniture de l'oxygène en cas de besoin ;
- La désinfection du véhicule après chaque transport, et son nettoyage ;
- La prise en charge du patient au lieu de la demande ;
- Le transport du patient jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la demande ;
- Le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.

Pour les transports en ambulance et en VSL, la tarification se compose :

- D'un forfait (départemental, d'agglomération ou de prise en charge), déterminé en fonction du lieu du siège social de l'entreprise et du type de transport ;
- D'une majoration pour trajet court, appliquée de manière dégressive selon le nombre de kilomètres parcourus ;
- D'un tarif kilométrique, calculé sur la distance en charge entre le lieu de départ et le lieu d'arrivée, avec les modalités suivantes :
- Les 3 premiers kilomètres sont inclus dans le forfait départemental ou agglomération ;
- Si c'est une prise en charge (sans notion de forfait départemental ou agglomération), la facturation au kilomètre s'applique dès le premier kilomètre parcouru.

Les frais de péage sont facturés en sus, sur justification (sans TVA pour les ambulances et avec TVA pour les VSL/taxi), pour le parcours en charge.

Spécificité pour les VSL :

Le VSL est autorisé à transporter simultanément jusqu'à trois patients, conformément à la réglementation en vigueur.

Lorsque plusieurs patients sont transportés ensemble, une facture distincte doit être établie pour chaque patient, calculée en fonction de la distance réellement parcourue par chacun.

Dans ce cadre, les abattements suivants s'appliquent sur la totalité de la facturation (forfait, valorisation trajet court, tarif kilométrique et éventuelles majorations – nuit, dimanche, jour férié) :

- 23 % si deux patients sont présents dans le véhicule ;
- 35 % si trois patients sont présents.

Depuis le 1er mars 2025, le transport partagé est encadré par le décret n° 2025-202 :

Il s'applique aux transports liés à des soins programmés (dialyse, chimiothérapie, hospitalisation de jour, etc.). Le prescripteur médical doit attester que l'état du patient est compatible avec un transport partagé.

Le patient doit être informé :

- Des modalités du transport partagé ;
- Du délai d'attente maximal (45 minutes cumulées avant et après le soin) ;
- De la distance maximale autorisée en détours (10 km par patient, cumulés dans la limite de 30 km).

Lorsqu'un transport aller-retour est effectué pour un ou plusieurs patients, deux trajets distincts sont facturables.

Le titulaire devra conserver les justificatifs permettant de vérifier la conformité du transport partagé (détour, durée d'attente, information patient...).

Enfin, aucun temps d'attente, ni marche lente, ni ralentissement ne pourra être facturé, quel que soit le type de transport sanitaire sollicité.

Majoration de nuit : Entre 20 h et 8 h : majoration de 75 % (pour les ambulances) et de 50 % (pour les VSL) du tarif de jour.

Ce tarif s'applique intégralement lorsque plus de la moitié du temps du transport est effectuée entre 20 h et 8 h. Il ne s'applique pas dans le cas contraire

Majoration de dimanche et jour férié : les tarifs des transports sanitaires par ambulance sont majorés les dimanches et jours fériés :

- Entre 8 h et 20 h : majoration de 50 % (pour les ambulances) et de 25 % (pour les VSL) du tarif de jour.

- Entre 20 h et 8 h : majoration de 75 % (pour les ambulances) et de 50 % (pour les VSL) du tarif de jour.
- Le tarif du dimanche s'applique à compter du samedi 12 h.

Les plages horaires jour, nuit, week-end sont celles énoncées dans la convention nationale des transporteurs sanitaires privés et ses avenants

En cas de contrôle ou de litige facturation, l'itinéraire "conseillé par Michelin" sur <https://www.viamichelin.fr/> fera foi entre les parties et servira de référence.

6.2 Révision des prix

Les prix de l'ensemble des prestations seront révisables selon l'évolution des tarifs réglementaires.

- Pour les ambulances et les VSL, **les prix sont révisables en fonction des textes précisant la tarification des professions de santé conventionnées** avec les caisses d'assurance maladie et plus particulièrement l'annexe tarifaire concernant la profession des transports sanitaires sur laquelle les conditions sont prévues.
- **Pour les tarifs des taxis ils sont réglementés et fixés chaque année** par arrêté préfectoral.

Le taux de révision proposé par le titulaire lors de son offre initiale est ferme et s'applique aux nouveaux tarifs pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'ajustement prend effet à la date prévue par le texte modifiant les tarifs de la convention nationale des transporteurs sanitaires privés ou au 01^{er} janvier de chaque année pour les taxis.

ARTICLE 7 - ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT

7.1 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies à la fin de chaque mois, en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le n° de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le n° et la date du marché.

Un état annexé à la facture par type de transport sera établi : transport par VSL, transport par ambulance, transport en taxi. Ces états détailleront les rubriques suivantes :

- Date du transport ;
- Nom du ou des malades ou objet du transport ;

- Destination du transport ;
- Durée du trajet et/ou le kilométrage parcouru ;
- Nombre de voyages ;
- Prix remis de la prestation réalisée ;
- Honoraires dans le cas des transports effectués de nuit et les dimanches et jours fériés.

Les factures seront envoyées aux différents sites concernés obligatoirement via Chorus PRO sur leurs SIRET respectifs.

7.2 Règlement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le service de l'établissement concerné.

Les factures doivent être transmises entre le 1^{er} et le 30 du mois suivant.

ARTICLE 8 - PENALITES-RESILIATION

8.1 Pénalités

Type de pénalité	Fait générateur	Montant (H.T.)
Absence de réalisation d'une course	Course commandée non assurée par le titulaire, sans motif légitime ni substitution validée	200 € par incident
Retard > 15 minutes	Retard supérieur à 15 minutes à l'heure convenue de prise en charge	¼ du montant de la course
Retard > 30 minutes	Retard supérieur à 30 minutes à l'heure convenue de prise en charge	100 % du montant total de la course
Refus répétés de transport	Notification de l'impossibilité d'assurer un transport (urgent ou non), plus de 3 fois par mois sans justification recevable	150 € par incident à compter du 4^{ème} refus mensuel
Qualité de la prestation	Comportement inapproprié des équipages : non-respect des règles de courtoisie, défaut de confort, hygiène insuffisante...	250 € par incident
Non-respect du règlement de fonctionnement de l'établissement	Manquement aux consignes de fonctionnement de l'établissement (ex. : accès, stationnement, comportement dans les locaux...)	150 € par incident
Manquement à la discrétion et aux obligations déontologiques	Divulgaration d'informations confidentielles concernant les usagers ou leurs familles, propos ou comportements discriminatoires, ou atteinte aux valeurs éthiques attendues. Le titulaire est également responsable du comportement de ses salariés et sous-traitants.	250 € par incident

Transport non autorisé	Prise en charge d'une personne sans autorisation expresse et sans commande formelle de l'établissement	200 € par incident
Transmission tardive des factures	Envoi de la facture plus de 30 jours après la réalisation du service, sans justification recevable	100 € par facture par quinzaine de retard

Le montant total des pénalités appliquées au titre d'un même mois ne pourra excéder 20 % du montant HT des prestations réalisées durant ce mois.

Le montant de la pénalité est déduit du règlement des factures en cours ou à venir.

8.2 Frais et risques

En cas de défaillance du prestataire retenu ou si celui-ci ne remplit pas les obligations que lui imposent les Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières, ou s'il les remplit de façon inexacte et incomplète, l'établissement concerné par la prestation se réserve le droit :

- Soit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 45 du Cahier des clauses administratives générales/FCS ;
- Soit de prononcer la résiliation du marché conformément au CCAG/FCS et selon les procédures décrites à l'article 9.3 du CCAP.

8.3 Résiliation

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le présent marché pourra être résilié à tout moment pour les lots concernés aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de défauts de réalisations ou retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges ;
- En cas de non-respect des règles d'hygiène définies par les lois et règlements applicables aux transports sanitaires.

Une Fiche de Signalement d'Événement Indésirable (F.S.E.I.) sera notifiée au titulaire par mail à chaque manquement constaté par établissement.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire, et en complément de l'article 41 du CCAG FCS, sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours

d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS il ne sera versé aucune indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'établissement et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 9 - ASSURANCE

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers.

Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés.

Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'un ou l'autre des établissements le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché.

Le candidat fournira dans son offre une attestation d'assurance ainsi qu'une copie à jour chaque année.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du Code la Commande Publique, l'UGECAM Alsace pourra appliquer, durant toute la durée du marché, une clause de réexamen. Cette clause pourra s'appliquer sur l'étendue de la prestation, en diminution ou en augmentation, dans les cas énumérés ci-après.

L'UGECAM Alsace pourra revoir le périmètre de la prestation dans les cas suivants :

- Réorganisation des établissements et des services suite à l'évolution de l'activité hospitalière
- Évolution des pathologies traitées dans les établissements
- Fermeture ou transfert d'activité d'un service ou d'un site
- Évènements extérieurs imprévisibles.

Dans le cas où une telle clause de réexamen serait à activer, l'UGECAM Alsace et le Titulaire se rencontreront pour définir les modalités de sa mise en œuvre. L'accord entre les deux parties sera matérialisé par un avenant au contrat initial. La décision finale relève de l'UGECAM Alsace.

ARTICLE 11 - REVUE DE MARCHÉ

Le marché sera évalué et revu conjointement par chaque établissement et le titulaire, une fois par an aux alentours de la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». Le service des Achats du Siège de l'UGECAM Alsace pourra être associé en tant que de besoin.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- Du nombre de transports réalisés par établissement et par catégorie de transport (Ambulance et VSL) ;
- Du nombre de transports qui n'ont pas pu être effectués par la société titulaire en raison d'une impossibilité d'assurer ce transport et confiés à une autre société ;
- Du nombre de transports non assurés ;
- Du nombre de FEI communiquées et le traitement qui a été apporté.

Le titulaire proposera à chaque établissement un plan d'actions face aux nouvelles difficultés rencontrées ou par rapport aux objectifs non atteints. Le rapport de revue devra être communiquée à l'établissement dans un délai d'un mois après la réunion.

ARTICLE 12 - COMMUNICATIONS RÉGLEMENTAIRES

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Le titulaire devra veiller à la mise à jour constante de ces pièces sur la plateforme e-attestations.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

Les obligations imposées au Titulaire concernant les obligations liées au RGPD, à la sécurité et à la protection des données figurent en annexe au présent CCAP.

ARTICLE 14 - LITIGES

Par dérogation à l'article 46 du CCAG/FCS, en cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Le pouvoir adjudicateur pourra user de la même faculté en cas de manquement du Titulaire du marché.

Si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord, le litige pourra être soumis aux tribunaux compétents de l'ordre judiciaire (Tribunal Judiciaire de Nancy – Rue Général Fabvier - 54035 Nancy) et seule la loi française sera applicable.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

- L'article 4 du présent document déroge à l'article 4 du CCAG-FCS, concernant les documents contractuels
- L'article 8.1 du présent document déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS, concernant les pénalités de retard.
- L'article 8.3 du présent document déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, concernant la résiliation.
- L'article 12 du présent document déroge à l'article 46 du CCAG-FCS, concernant les litiges.